

Barème

Situation familiale

1. Rapprochement de conjoints

1.1 Objectif

La politique académique de rapprochement de conjoint a pour objectif de rapprocher les personnels de leur domicile lorsque celui-ci est éloigné de 30 km ou plus de la résidence administrative (poste définitif ou établissement de rattachement pour les titulaires sur zone de remplacement).

1.2 Personnels concernés

La date limite de prise en compte des situations familiales est fixée au 1^{er} septembre 2016.

Sont considérés comme conjoints :

- Les agents mariés **au plus tard le 1^{er} septembre 2016**
- Les agents liés par un Pacs établi au plus tard le 1^{er} septembre 2016 et se soumettant à l'imposition commune
- Les agents non mariés ayant la charge d'au moins un enfant reconnu par les deux parents, ou enfant à naître reconnu par anticipation par les deux parents au plus tard le 1^{er} septembre 2016

Les mariages ou Pacs contractés après le 1^{er} septembre 2016 sont susceptibles d'ouvrir droit à bonification pour rapprochement de conjoints si cette demande est motivée par le constat d'une grossesse attestée au plus tard le 1^{er} mars 2017.

1.3 Ouverture du droit

Pour bénéficier des points liés à la situation familiale et permettre un rapprochement de conjoint, l'agent concerné devra justifier de l'activité professionnelle du conjoint et d'une résidence privée distante de plus de 30 km de sa résidence administrative.

Pour l'appréciation de cette distance, les services de la DRH prendront en compte la distance kilométrique, de ville à ville, pour laquelle le temps de parcours est le plus court. Afin de limiter les effets de seuil, dans les cas où les 30 km ne seraient pas atteints à 5% près (soit à partir de 28.5 km), la vérification portera sur la distance correspondant au temps de parcours le plus court, d'adresse à adresse.

Pour les personnels entrant dans l'académie au titre du rapprochement de conjoints et n'ayant pas encore opté pour une résidence privée, le rapprochement peut s'opérer sur la résidence professionnelle du conjoint.

Le principe de l'ouverture de ce droit est également reconnu aux agents faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire, ou en réintégration dans l'académie après libération de leur poste (disponibilité par exemple).

1.4 Entrants dans l'académie

Les agents entrants dans l'académie, qui ont bénéficié lors de la phase interacadémique de la bonification pour rapprochement de conjoint, conservent cette bonification pour les vœux y ouvrant droit, sous réserve de la vérification de la situation des agents pacsés entre le 01/01/2016 et le 01/09/2016.

La stratégie adoptée lors du mouvement interacadémique doit rester la même lors du mouvement intra-académique (pas de possibilité de panachage avec la mutation simultanée).

1.5 Les vœux bonifiés

Le vœu déclenchant la bonification est forcément un vœu large (les vœux portant sur des établissements précis ou des zones de remplacement ne déclenchent pas la bonification). Ce vœu large (commune, groupement de communes, département ou académie) doit correspondre à la résidence privée de l'intéressé et porter sur tous les types d'établissements

En cas d'impossibilité d'émission d'un vœu correspondant à la commune de résidence privée (pas d'établissement du second degré, discipline non enseignée,...), le premier vœu large formulé doit correspondre à la commune ou au groupement de communes le plus proche de la résidence privée (sur la base de la distance kilométrique la plus courte). Ce vœu large sera bonifié, ainsi que les vœux larges suivants.

Cette règle n'interdit pas à l'agent concerné de formuler des vœux précis en établissement ou des vœux larges comportant ou non des exclusions, non bonifiés, avant de formuler le vœu large qui déclenchera la bonification pour rapprochement de conjoint.

L'attention des professeurs de lycée professionnel est attirée sur le fait qu'étant dans certaines disciplines susceptibles d'enseigner en Segpa, ils ne doivent pas exclure de types d'établissements lors de la saisie de leurs vœux, sous peine de ne pas pouvoir bénéficier du rapprochement de conjoint.

2. Mutation simultanée

Elle concerne les personnels d'enseignement, d'éducation ou d'orientation du second degré dont l'affectation souhaitée est subordonnée à la mutation conjointe dans le même département d'un autre agent appartenant à l'un de ces corps.

Seuls peuvent en bénéficier deux agents titulaires ou deux agents stagiaires, à condition de formuler le même vœu départemental.

Les vœux des agents mariés ou considérés comme conjoints seront bonifiés (cf. 1.2 et tableau ci-après). Attention, un vœu portant sur une zone de remplacement ne déclenche pas la bonification.

3. Rapprochement de la résidence de l'enfant

Cette bonification concerne les enfants de moins de 18 ans. Elle s'ajoute aux bonifications pour enfants à charge et est accordée aux parents isolés ou en situation de garde conjointe ou alternée, dès lors que les vœux formulés sont cohérents et ont pour objet de se rapprocher de la résidence des enfants. Les parents séparés qui n'ont été ni mariés, ni pacsés, doivent prouver le lieu de résidence de l'enfant et fournir une déclaration sur l'honneur de l'autre parent. Les situations sont appréciées au cas par cas, en vue de l'attribution d'une bonification.

4. Pièces justificatives

Les pièces justificatives demandées conditionnent l'attribution des bonifications familiales ; sont à fournir, en fonction de la situation de l'intéressé :

- Photocopie du livret de famille
- Attestation du tribunal d'instance établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité
- Attestation de dépôt de la déclaration fiscale commune pour 2016 (le délai de production de cette dernière pièce est fixé au 19 mai 2017) pour les Pacs conclus entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} septembre 2016 inclus.

Annexe 4

- Attestation de l'activité professionnelle du conjoint sauf si celui-ci est personnel d'enseignement du second degré, d'éducation ou d'orientation de l'académie. En cas de chômage, il convient de fournir une attestation d'inscription récente à Pôle Emploi et de joindre une attestation de la dernière activité professionnelle.
- Pour le rapprochement de la résidence de l'enfant, les personnes séparées, divorcées ou en instance de divorce joindront, en plus du livret de famille, la décision de justice précisant les modalités de garde de l'enfant.
- Certificat de grossesse établi jusqu'au 1^{er} mars inclus.
- En fonction des situations, toute pièce nécessaire à la vérification pourra être demandée en complément.

	Vœux établissement				Vœux sur zone de remplacement		
	Etablissement	Commune	Groupement ordonné de communes	Département	Académie	ZRD (départementale)	ZRA (académique)
Rapprochement de conjoint (situation au 01.09.2016)		150 pts	150 pts	200 pts	200 pts	200 pts	200 pts
Enfants à charge de moins de 20 ans au 01.09.2017 ou grossesse constatée au plus tard le 01.03.2017		100 pts par enfant : la bonification est accordée si l'agent bénéficie du rapprochement de conjoint ou du rapprochement de la résidence de l'enfant					
Rapprochement résidence de l'enfant (enfant de moins de 18 ans au 01.09.2017)		150 pts	150 pts	200 pts	200 pts	200 pts	200 pts
Mutation simultanée à caractère familial				80 pts	80 pts	80 pts	80 pts